

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Les économistes de gauche prônent une utilisation de la fiscalité comme outil de justice sociale et de répartition des ressources. Je n'ai jamais fait mystère de mon aversion pour cette vision des choses, qui mène nécessairement à un système confiscaire qui porte préjudice à ceux qui créent de la richesse, au bénéfice de ceux qui parfois se laissent vivre.

On me rétorquera que nombre de familles vivent en dessous du seuil de pauvreté en Suisse même et qu'au vu de la richesse du pays cela est intolérable. J'en conviens. Néanmoins, je persiste à penser que subventionner ceux qui ne parviennent pas à joindre les deux bouts en puisant dans les poches des plus nantis ne mènera qu'à la fuite des gros contribuables vers des cieux plus cléments.

Le problème principal des bas revenus est le manque de qualifications. Le système éducatif doit être revu pour corriger ce qu'il est aujourd'hui, un outil dogmatique et égalitariste qui envoie à l'université le premier ignare venu, alors qu'il devrait être la porte d'entrée dans le monde du travail. La société a besoin de professionnels de toutes sortes et il vaut mieux être un artisan de talent qu'un juriste médiocre.

J'entends d'ici les cris d'orfraie des chantres de l'égalité des chances et des hautes écoles pour tous. Mais il y

a là une confusion sémantique. L'égalité des chances signifie que, quel que soit le milieu d'où vous venez, si vous avez du talent, vous devez pouvoir accéder aux études qui vous conviennent. A aucun moment il n'a été question d'avoir des analphabètes en faculté des lettres. Or cette erreur d'interprétation a mené l'éducation au fond du trou. Les élèves de la terminale à options (TAO) de mon époque, qui se préparaient à un apprentissage, étaient regardés par ceux de pré-gymnasiale comme une bande d'orangs-outangs au quotient intellectuel quasi négatif. Il faut admettre que nous étions de grands sots tout imbus de notre propre importance, tant on nous avait dit que nous avions des «capacités», comme si nos camarades de TAO n'en n'avaient aucune. Combien de bons boulangers, mécaniciens, peintres, paysans et tant d'autres professionnels indispensables à la collectivité sont sortis de ce que nous considérions comme le rebut de l'école? Il faut être parfaitement clair: la société vaudoise n'a pas besoin de trois cents juristes chaque année. Ainsi, les pauvres diplômés en droit se retrouvent à devoir se recycler dans un autre domaine, à faire des petits boulots qui n'ont rien à voir avec ce qu'ils ont étudié. Et pendant ce temps-là, on ne trouve ni électriciens ni boulangers et le monde paysan s'éteint.

La tendance actuelle est de réduire les sections à un tronc commun jusqu'à la fin de l'école obligatoire, réduisant par là même les exigences, afin que tous puissent obtenir le diplôme de fin d'études. Je pense que l'on devrait faire exactement le contraire: tous les élèves sortant de l'école devraient savoir parler, lire et écrire le français, maîtriser les quatre opérations mathématiques de base et la règle de trois, et avoir étudié les événements marquants de notre histoire ainsi que les principaux philosophes. Comprendre le monde qui nous entoure et pouvoir communiquer par la parole plutôt que par les poings. Toutes les autres matières devraient être des options choisies en fonction des capacités et des aspirations des élèves. Julien montre un talent pour le dessin? Six heures d'aquarelle par semaine. La petite Sophie est douée en langues? Italien, allemand, espagnol. Frédéric aime les chiffres? Maths, physique et chimie. Christopher aime la cuisine? Cours de pâtisserie et œnologie. On pourrait préparer les enfants à devenir de grands professionnels en valorisant les domaines dans lesquels ils sont à l'aise.

Des individus bien formés à des métiers qu'ils ont du plaisir à exercer pourraient réduire le nombre d'employés non qualifiés et par là même la pauvreté en général.

Michel Paschoud

Divergence des luttes

En voyageant à travers l'Europe, on peut constater les efforts frénétiques, presque comiques, que font certaines villes pour afficher le plus ostensiblement possible leur soutien à la cause des minorités sexuelles réunies sous le label LGBTQIA+. D'immenses drapeaux arc-en-ciel flottent sur les édifices officiels, au-dessus des rues piétonnes, devant des centres commerciaux et en d'autres endroits; des drapeaux plus petits sont en vente dans tous les magasins, pour un usage individuel; des cortèges «gay pride» défilent sur les boulevards et les passants qui n'y participent pas directement prennent soin de s'exhiber en tenues suggestives et d'arborer fièrement de multiples colifichets aux couleurs de l'arc-en-ciel et aux motifs plus ou moins explicites.

Etonnamment, la plupart des personnes qui affichent ainsi leur dévotion sont *non racisées*; plutôt *de souche*, comme on dit. Pourtant, les

villes en question comportent de très fortes communautés étrangères racisées, qui sont censées être représentées dans toutes les situations sociales: publicités, films, livres, classes d'école, équipes sportives, manifestations, etc. De fait, ces communautés sont bel et bien présentes dans les rues, mais elles ne semblent pas s'intéresser aux processions altersexuelles et à la redéfinition des identités de genre. Elles préfèrent visiblement vaquer à des occupations professionnelles ou familiales, selon des schémas traditionnels, pour ne pas dire surannés. On les voit surtout occupées à élever et à nourrir une abondante progéniture – dans un mépris total des mises en garde scientifiques quant aux conséquences désastreuses de la surpopulation sur le climat et les écosystèmes.

La *convergence des luttes* voudrait que les militants LGBT et les immigrants se retrouvent côte à côte et au

coude à coude pour défendre leurs droits. Or, on assiste plutôt à la coexistence sur un même territoire de deux communautés militantes largement distinctes, la première idolâtrant la seconde sans chercher à l'écouter et à la comprendre, la seconde conservant une distance froide et méprisante à l'égard de la première.

On ne peut s'empêcher de songer (avec un demi-sourire narquois) à la manière dont les prochaines générations verront évoluer cette coexistence entre des indigènes progressistes aux comportements de plus en plus stériles, d'une part, et des allochtones rétrogrades à la démographie galopante, d'autre part. Si l'on considère les choses sous cet angle, les personnes qui éprouvent le besoin de brandir des drapeaux arc-en-ciel ont sans doute raison de le faire maintenant, pendant qu'elles le peuvent encore.

Pollux

Profanation

L'événement que je vais évoquer est doublement ancien: d'une part, il a eu lieu le 14 juin 2023; d'autre part, il n'a été évoqué par mon quotidien gratuit habituel que le 6 octobre¹ – trop tard pour un commentaire dans *Le Pamphlet* du mois dernier.

Il s'agit de l'exploit, si l'on peut dire, réalisé le jour de la grève féministe par un groupe de femmes, réunies au temple de Plainpalais à Genève, qui se sont trouvées face à une fresque datant des années cinquante – la journaliste n'est pas allée jusqu'à

s'enquérir du nom de l'artiste – et représentant la Sainte Cène. Découvrant alors l'absence de tout élément féminin dans cette œuvre, ces sottes et ignorantes bonnes femmes ont vandalisé cette dernière en y ajoutant des seins, des symboles sexuels et unE apôtre.

Curieusement, cette manifestation de militantisme aveugle, dont, autant que je sache, la presse n'a pas parlé à l'époque, n'a déclenché aucun scandale au sein de l'Eglise protestante de Genève (EPG), qui s'est

contentée de faire recouvrir le gâchis d'un drap, «par respect pour l'œuvre et pour l'artiste». Interrogées, les autorités de l'EPG se sont répandues en propos lénifiants, dont le plus involontairement cruel, prononcé par le secrétaire général de l'Eglise genevoise, mérite citation: «Il semble qu'elles n'avaient pas conscience qu'il ne fallait pas altérer la fresque.» On ne saurait être plus condescendant, plus paternaliste – plus patriarcal, en somme: elles ne savaient pas ce qu'elles faisaient, ces pauvres demeurées.

Toutefois, les pauvres demeurées en question ont bénéficié de l'approbation hilare du titre de l'article et de la journaliste qui a levé le lièvre.

Commençons par le titre: *Des féministes ajoutent des seins aux saints*. Nul doute que cet humour glacé et sophistiqué aurait fait les délices de Gottlieb.

Mais ce n'est pas fini. Voici, dans le corps de l'article, le couplet culturel: «Couvrez ces saints que je ne saurais voir... », suivi d'une ultime ânerie: «Tel pourrait être le sous-titre de ce récit cocasse.»

Cocasse, vraiment?

Des féministes allumées et une Eglise éteinte, il y a de quoi mourir de rire, en effet.

Mariette Paschoud

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/ge-neve-des-feministes-ajoutent-des-seins-aux-saints-736503996813>.

Les raccourcis de 20 minutes

On a tendance à oublier que, lorsque c'est gratuit, c'est que cela ne vaut rien. Notre quotidien préféré nous le rappelle de fort belle manière dans un article reprenant une dépêche de l'Agence France Presse (AFP)¹. On y apprend que «l'Observatoire européen de la fiscalité», une ONG subventionnée par des fonds européens et un certain nombre de mécènes, prône un impôt mondial de 2% sur le patrimoine des milliardaires, afin de récolter une manne de près de 40 milliards en Europe. «*Les milliardaires du monde entier ont des taux d'imposition effectifs allant de 0 à 0,5% de leur patrimoine, en raison de l'utilisation fréquente de sociétés-écrans pour échapper à l'impôt sur le revenu*», déplore ce laboratoire de recherche dirigé par l'économiste français Gabriel Zucman. On soulignera que le sieur Zucman est en odeur de sainteté parmi les milieux de la gauche française et les altermondialistes. Cela plante le décor.

Les milliardaires le sont fréquemment parce que la valeur boursière

des sociétés dont ils sont propriétaires se comptabilise comme un patrimoine, ce qui est juste, mais ce n'est pas de l'argent qu'ils ont sur un compte et il ne s'agit pas de sociétés-écrans.

Imposer le patrimoine à 2% est absolument confiscatoire. Imaginons notre affreux milliardaire, exploitateur du peuple, assis dans son gros fauteuil et fumant un barreau de chaise très, mais alors très cher, et très, mais alors très mauvais pour la santé (bien fait!). Son entreprise lui a versé des dividendes équivalents à 5% de son patrimoine. Comme il a un très gros salaire, ce revenu a été imposé à 50%, ce qui lui laisse 2,5% des fruits de son capital. Si l'on vient maintenant y ajouter un impôt sur le patrimoine de 2%, il ne lui restera que 0,5% des 5% de départ ou, plus simplement, 10% de ses revenus, le fisc s'étant chargé de lui en prendre 90%.

Cela n'empêche pas le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, qui a

préfacé le rapport, de prétendre sans sourciller que «ces recettes sont indispensables à nos sociétés (...) à l'heure où les gouvernements doivent consentir des investissements essentiels dans l'éducation, la santé, les infrastructures et la technologie». On comprend donc que ce n'est pas le niveau des revenus ou de la fortune qui doit déterminer l'imposition, mais bien la gourmandise des gouvernements. Pas étonnant quand on sait que Monsieur Stiglitz est un de ces économistes qui s'opposent à l'idée de l'efficacité des marchés et prônent plus d'interventions des Etats.

Et pour ceux qui trouvent que ça ne serait pas si mal d'aller puiser dans les poches des très riches avec un impôt mondial, n'oubliez pas que, quand ils en auront fini avec eux, vous serez les suivants.

Mi.P.

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/fiscalite-imposer-les-milliardaires-pour-enrichir-leurope-964342803273>.

Contre-projet

Tous les citoyens suisses le savent: quand une initiative populaire qui leur déplaît ne peut pas être déclarée nulle par le Parlement, les gou-

vernements fédéral et cantonaux concoctent des contre-projets visant à affaiblir la portée de l'initiative.

Il se trouve que l'Union démocratique du centre (UDC) a fait aboutir avec 126'290 signatures – une belle réussite – l'initiative «200 francs, ça

suffit», qui a pour but de réduire drastiquement la redevance radio-TV – 335 francs par année – perçue par l'entreprise Serafe auprès des usagers de l'audiovisuel.

Ce succès n'a pas eu l'heur de plaire au Conseil fédéral, qui, par la voix de M. Albert Rösti, chef du Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, a dévoilé le 8 novembre son «plan visant à combattre l'initiative»¹: faire baisser la redevance en deux temps pour atteindre un montant de 300 francs par ménage en 2029. Parallèlement, un nombre d'entreprises plus important béné-

ficierait d'une exemption et la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR), qui bénéficie de la redevance, devrait, à terme, modifier quelque peu sa production, ce qui, on s'en doute, la mettra de fort mauvaise humeur.

Le contre-projet du Conseil fédéral en étant au stade de la consultation, il n'y a pas lieu d'en débattre pour l'instant, d'autant moins qu'il devra encore recevoir l'aval du Parlement avant d'être soumis aux citoyens.

Mais on me permettra tout de même de faire remarquer que, si la population est appelée à prendre parti, en

votation, entre l'initiative de l'UDC et le contre-projet de l'autorité fédérale, cette dernière risque fort de prendre une paire de claques, tant il est vrai que les Suisses sont fatigués de payer une redevance importante, alors que leur pouvoir d'achat diminue et que les prestations de la SSR les laissent de plus en plus sceptiques.

M.P.

¹ **20 minutes** du 9 novembre.

Désertion

«Si vous êtes catholique ou protestant, vous l'avez peut-être remarqué lors des messes ou des cultes: les croyants y sont moins nombreux.»

Ainsi commençait le 29 octobre un article de **20 minutes** en ligne¹.

Mais oui, les croyants qui se rendent à l'église l'ont remarqué. Il faudrait

être aveugle pour ne pas s'en apercevoir et il n'est nullement nécessaire de préciser que «les chiffres en font d'ailleurs foi, comme le révèle le "SonntagsBlick", qui a pu se procurer la nouvelle statistique ecclésiastique de l'Institut suisse de sociologie pastorale».

Les chercheurs dudit institut attribuent le phénomène aux abus sexuels commis au sein de l'Eglise catholique et à l'impôt ecclésiastique prélevé dans presque tous les cantons suisses.

Peut-être, mais il ne faut pas oublier que la désertion a commencé bien avant la révélation fracassante des abus sexuels commis par des prêtres catholiques et que l'impôt ecclésiastique dérange surtout, quand il est obligatoire, des gens qui ne mettent jamais les pieds dans une église et ne peuvent, par conséquent, participer à l'éclaircissement des rangs.

Mme Rita Famos, présidente de la pseudo-Eglise évangélique réformée de Suisse, donne involontairement une explication beaucoup plus plausible: «Nous, les réformés, n'avons pas non plus réussi à stopper la baisse du nombre de membres – malgré l'égalité, la participation démocratique et une morale sexuelle éclairée.» Il ne vient pas à l'idée de cette dame que c'est précisément cette volonté de s'adapter à tout prix aux modes de notre époque qui est à l'origine du désastre. En témoigne cet autre propos: «Notre société a précisément besoin d'une telle Eglise: mue par Dieu, engagée envers les hommes.»

Il faut pas mal de culot – ou d'inconscience: essayons de rester charitables – pour affirmer que l'adoption par les Eglises réformées helvétiques de toutes les nouveautés du siècle sont mues par Dieu et que leurs modernes engagements envers les hommes sont de saintes manifestations de charité chrétienne.

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Si on ne veut pas d'ennuis, il ne vaut mieux pas s'exprimer sur certains sujets épineux.» Dites: «Si on ne veut pas d'ennuis, il vaut mieux ne pas s'exprimer sur certains sujets épineux.»

Cette prudence est d'autant plus justifiée que, par les temps qui courent, on risque d'avoir des ennuis **quoi qu'on dise**.

Le pinailleux

Citons, pour conclure, M. Olivier Delacrétaz, ancien président de la Ligue vaudoise²:

(...) Depuis le deuxième concile œcuménique du Vatican (1962-1965), l'Eglise (et cela vaut aussi pour l'Eglise évangélique réformée du Canton de Vaud, qui a même pris une bonne avance en matière sociétale) ne combat plus la modernité. Elle s'y

rallie, pour ne pas dire qu'elle s'y soumet avec l'énergie des néo-convertis. Ses références bibliques et théologiques apparaissent toujours plus comme de simples éléments de langage destinés à «faire chrétien». Elles recouvrent une pensée qui se fonde dans les stéréotypes de la modernité, relativisme religieux et philosophie, progressisme technique,

anxiété écologique, le tout nappé de sentimentalité.

On ne saurait mieux dire.

M.P.

¹<https://www.20min.ch/fr/story/suisse-record-dadieux-aux-eglises-catholique-et-protestante-449185842492>.

² *La Nation*, 20 octobre 2023.

Bricoles

Débilité présidentielle

A la suite d'une votation, le droit à l'avortement sera prochainement inscrit dans la Constitution de l'Etat américain de l'Ohio.

Soucieux de se concilier des sympathies dont il aura grand besoin l'année prochaine, le président Biden a salué ce vote par ces fortes paroles: «La démocratie a gagné et les trumpistes ont perdu.»

Quant à la vie des milliers de petits humains en gestation qui passeront à l'incinérateur, elle pèse pour rien du moment qu'est sauvée la démocratie, ce concept devenu creux à force d'être mis à toutes les sauces électorales et – pléonasme – démagogiques; cette idole des politiciens qui s'imaginent agir quand ils ne font que discourir.

Pour ce qui est des «trumpistes», ces pelés, ces galeux, on rappellera qu'ils ne sont pas seuls à s'opposer au massacre. Selon toute apparence, Mr Joseph Robinette Biden ne sait pas trop ce qui se passe dans le pays qu'il est censé présider.

Enfer et consternation!

M.P.

Tournée générale!

20'000 euros pour tous les jeunes qui fêtent leurs dix-huit ans, telle est l'idée saugrenue qui est débattue en Allemagne. Notre quotidien gratuit du 6 octobre nous explique que les milieux politiques suisses réagissent tièdement à ce projet. Nos élus ont heureusement encore la tête sur les épaules.

En réalité, cette initiative vient d'Espagne, où le ministre du travail, Mme Yolanda Díaz, avait proposé

cette mesure en juillet, en pleine campagne électorale. Or Mme Díaz était alors tête de liste de Sumar, nouveau parti d'extrême gauche qu'elle avait créé cette même année et avec lequel elle était candidate à la présidence du gouvernement. On s'étonne que les délires électoralistes de cet ancien membre du parti communiste puissent être réellement débattus en Allemagne et jusque chez nous.

Donner 20'000 euros à tous les jeunes reviendrait à jeter un peu plus l'argent des contribuables par la fenêtre. Le système de l'arrosoir cher à nos politiciens de gauche rapporte des voix, mais est toujours injuste. Verser des subventions à ceux qui n'en ont nul besoin revient à en priver ceux auxquels elles seraient le plus utiles.

Mi.P.

Langue inclusive à la trappe

Je ne résiste pas au plaisir de vous livrer une traduction sans autre commentaire d'un article paru sur le canal d'information catalan 3/24 le 27 octobre 2023¹.

Ni «totis» ni «totes», l'IEC se prononce sur le langage non binaire et inclusif

L'Institut d'Estudis Catalans (IEC) se prononce sur l'utilisation du langage inclusif et sa compatibilité avec la norme linguistique.

Ainsi, l'Institut rejette le langage non binaire. C'est-à-dire, utiliser le «i» comme marque flexive de genre («totis»), car il considère que c'est une «**formule artificielle externe**». Il souligne également que l'utilisation du féminin comme générique va à

l'encontre de la norme, car elle produit des «expressions équivoques et confuses».

Et il soutient l'utilisation de formes doubles pour éviter l'interprétation du masculin comme restreint ou générique, bien qu'il avertisse qu'elles peuvent rendre un texte «excessivement redondant». C'est pourquoi il recommande de ne pas en abuser, «surtout dans le cas des formes doubles abrégées, car cela complique la lecture».

Le langage non binaire «contredit le système linguistique»

Le document n'inclut aucune modification normative, mais évalue les ressources appropriées de la langue catalane pour l'expression du genre grammatical.

A cet égard, pour l'IEC, l'utilisation du «i» comme marque flexive de genre

neutre n'est pas un choix stylistique déjà existant en catalan, mais a été créée en «manipulant le fonctionnement interne de la langue» et, par conséquent, elle affirme qu'elle contredit le système linguistique.

Cependant, elle rappelle que les changements dans la norme sont «souvainement le fruit des changements dans l'usage social».

Sur l'utilisation du féminin comme générique

D'autre part, l'institution insiste sur le fait que, dans la langue catalane, le masculin est le genre non marqué et peut donc être utilisé pour faire référence à des groupes ou individus, aussi bien de sexe masculin que féminin, et s'oppose à l'utilisation du féminin comme générique.

Elle rappelle que si l'on veut souligner le fait qu'un certain groupe de per-

sonnes comprend à la fois des hommes et des femmes, il existe plusieurs ressources stylistiques permettant de le faire, à condition qu'elles ne «créent pas de problèmes d'ambiguïté, de fluidité ou de complexité».

Cependant, elle affirme que, dans certains contextes, «surtout de nature politique ou sociale», la visibilité des femmes à travers le langage est revendiquée et, pour contrer l'utilisation du masculin comme générique, une pratique consistant à utiliser le féminin s'est répandue: «Cette utilisation ne s'ajuste pas à la grammaire catalane.»

Auteur: la Rédaction de 3/24

Traduction: ChatGPT

¹ <https://www.ccma.cat/324/ni-totis-ni-totes-liec-es-pronuncia-sobre-el-llenguatge-no-binari-i-inclusiu/noticia/3257744/>

Erreur, trahison ou égoïsme: les riches mis en question

Les extra- et super-riches sont-ils tous des salauds, à l'exemple de Bilon Musgate dont les actions philanthropiques ou médiatiques sont à la mesure de son égo surdimensionné? C'est un peu populiste de poser cette question qui semblerait accrédi- ter les courageuses élucubrations des collectivistes de service qui préfèrent l'anéantissement des richesses à leur production. Ces riches se donneraient donc bonne conscience en se montrant soucieux du climat, de la biodiversité, des opprimées, que sait-on encore; sont-ils sincèrement philanthropes et écophiles?

Bilon a décidé d'électrifier ses transports. Il fait construire des usines à Tesla dans le tiers-monde chinois ou

européen et il commandera dès que possible un avion hybride électrique-hydrogène pour continuer de sillonner et sermonner le Monde. Il s'est même réservé quelques mètres cubes de séquestration carbonée qu'une usine islandaise devra enfouir jusqu'aux enfers. Ses fusées devront également ne laisser aucune trace dans l'espace interplanétaire et aucune flatulence nocive dans l'atmosphère, les vaccins et les moustiquaires qu'il fait distribuer non plus.

Se croit-il humaniste, transhumaniste même, en avance sur son temps? Si c'est le cas il se goure, se comporte en égoïste, voire en traître.

En fait, rien n'est prêt pour produire du décarboné-net et du propre-sûr, pas d'énergie, produit ou service qui ne dépendrait pas des combustibles fossiles. Bilon prétend pourtant réduire son empreinte carbone de plusieurs centaines de tonnes et tous autres impacts aussi, sauf son influence politique. Si c'est vrai c'est admirable car peu de gens sont capables de cela, mais cela peut aussi se révéler abominable. Il faut aussi comprendre que pour être en mesure d'économiser beaucoup il faut d'abord être un gros consommateur; cela ne concerne donc pas les pauvres qui sont déjà des fourmis économes par nécessité.

Pour se rendre à son aéroport, sa Tesla parcourra 3 miles par kWh, peu importe d'où proviennent ces kWh au moment où il les a prélevés au réseau; pour voler jusqu'au prochain continent il aura besoin d'environ 25 000 kWh utiles auxquels s'ajoutent les pertes qui y sont associées, et pour effectuer sa mission apostolique il sera la cause de cortèges et de manifestations consommant quelques MWh de plus. Des certificats seront établis pour célébrer les tonnes de carbone qu'il n'aura pas émises, similaires aux indulgences décriées par Martin Luther en 1517. Il se montre donc comme un citoyen modèle, philanthrope et protecteur de l'environnement.

Mais est-ce vrai? Peut-on être ce que l'on ne fait pas? Par exemple ne pas émettre du CO₂, ne pas consommer. Cette grande question philosophique dépasse mes compétences mais il faut néanmoins la soulever. Il faudrait que, grâce à la discrimination anti-carbone ou anti-pollution que Bilon opère à son avantage, les émissions de la planète diminuent, réduisant ainsi les risques planétaires. Qu'il voyage, pète, rote ou désinforme sur internet, cela ne change pourtant rien à la production mondiale d'énergie qui reste approvisionnée à 88,7% par des carburants fossiles, alors que ce taux ne diminue que de 0,27% par an. Certes, il consommera du décarboné, mais il le fera en se servant le premier, parce qu'il peut se le payer. Et il laissera le vulgum pecus se débrouiller avec les ressources fossiles qui restent à disposition. Il en va de même avec la séquestration du carbone, qui est si anecdotique et si coûteuse qu'elle ne mérite que de servir de comptine symbolique. Pire,

Bilon contribue à la consommation de ressources de plus en plus sophistiquées dont l'extraction et la production sont déléguées à des gueux devant se débrouiller avec les moyens qu'ils peuvent se payer, c'est-à-dire pas grand-chose et pas trop propre.

Les bons points qu'il acquiert ne sont plus disponibles aux autres. Du moins, à l'époque de Luther, l'Église ne limitait pas le stock d'indulgences à mettre en vente; cette ressource était infinie et chacun pouvait en acquérir selon les critères du prêtre qui les vendait, ce qui était plus franc et clair qu'une évaluation ESG teintée de DEI¹. Aujourd'hui, cet égoïsme évident contribue à nous éblouir par l'illusion d'un acte salvateur; seul un traître œuvre ainsi dans son propre pays.

En fait, ce comportement n'est pas l'apanage de quelques individus ne sachant plus que faire de leurs richesses. Les pays développés du Nord, aussi appelé l'Ouest, et leurs vastes classes moyennes font exactement de même, et pire si l'on considère l'augmentation de l'endettement public que cela entraîne afin de pouvoir compenser la spoliation des uns par l'attribution de subsides à d'autres.

Est-ce responsable de construire des véhicules électriques et des pompes à chaleur en grandes séries, d'en faire la propagande, de subventionner leurs usagers et de se clamer sauveur de la planète alors que, carbonée ou décarbonée, l'électricité supplémentaire nécessaire ne sera pas disponible avant longtemps? Ça n'a pas de sens mais cette promotion par le mensonge donne une illusion

de bonne conscience que, heureusement pour eux, les démunis ne peuvent s'offrir.

Fondé sur l'ignorance des vrais enjeux et mettant la charrue devant les bœufs, cet activisme prétend à la salvation de la planète qui n'en a pourtant pas besoin. En fin de compte, cela s'avérera contre-productif ou pire, comme c'est la destinée de toute idéologie. Les pénuries programmées qui en résulteront ne feront qu'exacerber les divergences Nord-Sud; on sait déjà que les fameuses COP ne se réunissent plus pour s'occuper du climat mais des intérêts de boutiquiers au billion facile pour profiter de politiques de soi-disant urgence globale. Certains gouvernements s'engagent en dépit du bon sens et de leurs intérêts à long terme; c'est le cas du Conseil fédéral helvétique soutenu par une faible majorité des citoyens. D'autres ont suffisamment de cynisme pour faire semblant de s'y engager afin de ne pas renoncer aux affaires juteuses dont ils pourront profiter. Et l'occasion est bonne pour le Sud de mettre en demeure le Nord de payer la note, ce qu'il fera par peur ou par esprit d'une culpabilité soigneusement entretenue par des inquisiteurs woke et verts, autres traîtres bien déguisés en porteurs de bonne parole rédemptrice.

En bien des choses, des entrepreneurs à la Bilon Musgate ouvrent des voies nouvelles et montrent le chemin, souvent avec du progrès à la clé. Si par des actes philanthropiques ils renvoient un peu l'ascenseur, c'est tant mieux. Cependant, en matière de philosophie environnementale et de politique climatique, sauf contribuer à de grandes percées scientifiques ou techniques (*break-*

through), il serait préférable qu'ils s'abstiennent d'intervenir, car cela ne profite à rien ni à personne, pas même à eux-mêmes.

Michel de Rougemont

<https://blog.mr-int.ch/?p=11039>

¹ Environment – Social – Governance ainsi que Diversity – Equality – Inclusion.

Traduire ces expressions est inutile et oiseux car leur signification dépend de

ce que l'on veut y mettre.

Voir mon essai: «[La grande illusion du sauvetage de la planète par une remise à zéro](#)»

Le Pamphlet

Case postale 998, 1001 Lausanne

courrier@pamphlet.ch

CCP:10-25925-4

Directeur de publication:

Michel Paschoud

ISSN 1013-5057